



Réseau québécois des groupes écologistes

Sous financement des groupes environnementaux autonomes : Perte de crédibilité du Québec en matière d'environnement



Montréal le 23 mars 2010 – À l'approche du dépôt du budget provincial, le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) se fait le porte-voix de ses membres et invite des alliés. Les groupes écologistes et environnementaux communautaires autonomes veulent contribuer pleinement à la société québécoise, mais force est de constater qu'ils sont financièrement épuisés! La situation est telle que, malgré les annonces d'investissements verts, la majorité des groupes régionaux et locaux demeurent sans financement statutaire. Alors qu'une poignée de groupes nationaux, financés d'une façon ou d'une autre par le gouvernement, reçoivent des sommes nettement insuffisantes, les groupes locaux et régionaux sont complètement laissés à eux-mêmes. Cette situation est inacceptable, et soulève de sérieuses questions démocratiques et éthiques. Sans financement soutenu, c'est toute une richesse collective, une expertise vaillamment acquise et un engagement profond pour la cause environnementale et le développement d'une société viable pour l'ensemble des citoyens qui sont niés, voir abandonnés.

Enjeux politiques et démocratiques

« Nous sommes très préoccupés par l'absence de soutien financier à la mission pour les groupes communautaires autonomes environnementaux en région. Tous ces organismes locaux et régionaux qui œuvrent à la protection de l'environnement, au cœur même des communautés, ne reçoivent aucun soutien financier de base, que ce soit de la part du MDDEP, du MRNF ou du MAPAQ. Pourtant, ils travaillent sur le terrain pour améliorer la qualité de notre environnement. Tout porte à croire que le gouvernement du Québec, dans son effort de régionalisation et de développement durable, les a complètement oubliés », mentionne Priscilla Gareau, présidente du groupe Ambioterra situé en Montérégie.

Selon Michel Bélanger, président de Nature Québec et administrateur du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE), « Outre le fait que certains organismes nationaux sont sous-financés, comme Fondation Rivières, nous déplorons le manque de soutien financier des groupes locaux qui luttent, sur le terrain, contre la destruction de milieux naturels sensibles face à l'appétit dévorant de promoteurs immobiliers et d'entreprises de construction ».

« Les groupes écologistes d'action communautaire autonome nationaux, régionaux et locaux participent à de nombreuses tables de concertation, à des commissions parlementaires, à des mandats du BAPE et plus encore. Toutes ces instances tirent leur légitimité de l'équité de l'exercice démocratique qu'elles représentent. Or, les différents acteurs sont loin de bénéficier de ressources comparables pour leur préparation. C'est inacceptable! Il y va de la crédibilité de plusieurs tables de concertation qui nécessitent leur expertise » ajoute Yvan Croteau, président du RQGE. Comme le souligne Yann Perreau de la Fondation Rivières « Se concentrer sur une participation au BAPE par exemple, tout en cherchant continuellement des ressources financières, démarche énergivore et chronophage, tient de l'exploit ».

Éthique

0

J'aime

0

Tweeter

+ reddit this!

<http://reddit.com/r/canada/submit>

« Nous connaissons bien les groupes environnementaux d'envergure nationale et nous sommes convaincus que d'autres groupes auraient pu être admissibles à ces subventions. Or, avec le budget disponible, seulement six groupes ont pu obtenir un financement. Nous estimons que l'enveloppe budgétaire consacrée au programme devrait augmenter pour la prochaine attribution, afin que davantage de groupes, satisfaisant aux critères puissent en bénéficier », commente Pierre Fardeau, directeur de l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement. « Le sous-financement crée une instabilité au niveau du personnel et nuit à la continuité des projets. L'instabilité financière exerce une grande pression et menace la survie même des groupes environnementaux. Pourtant la diversité de ces groupes est aussi importante que la biodiversité elle-même. Plus il y a d'organismes environnementaux, plus il y a d'enjeux identifiés et pris en charge. Plus le réseau d'organismes environnementaux est diversifié, plus il est efficace et solide », d'ajouter Hélène Godmaire de l'Union Saint-Laurent Grands-Lacs.

C'est grâce au travail gigantesque accompli par les groupes de locaux, régionaux et nationaux que la situation environnementale est devenue importante aux yeux de la population. Des groupes qui possèdent expérience, savoir-faire et initiative traversent des temps difficiles, alors que d'autres ont fermé leurs portes. « Comment le gouvernement peut-il à la fois se proclamer leader environnemental et négliger de façon patente les groupes qui œuvrent dans ce secteur depuis des années? », questionne Henri Jacob, président du Réseau écologique Val d'Or et environs (REVE).

Comme le souligne André Bélisle, président de l'AQLPA et administrateur du RQGE, « C'est la vigilance des groupes écologistes qui a permis, par exemple, d'éviter que le Québec s'engage dans la construction de la centrale thermique du Suroît et 10 autres centrales du genre, de réaliser la nécessité de revoir en profondeur le régime forestier et de faire adopter une loi sur les poursuites-bâillons. Ces décisions, reconnues aujourd'hui comme judicieuses ont été portées largement par des groupes environnementaux à même leurs maigres revenus. »

Le RQGE est d'avis que les changements de société impératifs à la survie de l'humanité sur cette planète exigent minimalement la mise en valeur des collectivités qui s'activent en ce sens. De nombreuses demandes pressantes ont été faites et les sommes demandées sont loin d'être extravagantes, considérant que les dépenses annoncées pour le développement économique ne devrait pas se faire au détriment de la durabilité des écosystèmes et des communautés.

-30-

Pour plus d'informations:

Régional et local :

Priscilla Gareau, Ambioterra : 514- 702-8234

Henri Jacob, Regroupement écologiste Val d'or et environs (REVE) : 910-738-5261

National:

André Bélisle, Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) et administrateur Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) : 418-386-6992

Yann Perreau, Fondation Rivières : 514-272-2666

Yvan Croteau, Réseau québécois des groupes écologistes 819-856-0337

(bureaux du RQGE : 514-392-0096, cel : 514-476-5931)

Michel Bélanger, Nature Québec et CQDE : 418- 931-1131

Hélène Godmaire, Union Saint-Laurent Grands lacs 514-396-3333

Groupes: